

Évolutions macroéconomiques et financières récentes

L'économie du Kenya a été touchée par la pandémie de COVID-19. En 2020, la croissance du PIB a décéléré jusqu'à 1,4 %, contre 5,4 % en 2019. La croissance est soutenue par l'agriculture tandis que les faiblesses des services et de l'industrie ont eu un effet amortissant. La demande intérieure est faible, tandis que la demande extérieure n'a ni stimulé ni freiné la croissance. Afin d'atténuer l'impact de la pandémie sur les entreprises et les ménages, des mesures expansionnistes de la politique fiscale, monétaire et financière ont été introduites. L'inflation devrait baisser à 5,1 % du fait de la baisse de la demande globale. Selon les estimations, le déficit budgétaire devrait se creuser jusqu'à 8,3 % du PIB, du fait de la diminution des recettes et de l'augmentation des dépenses relatives à la pandémie afin de faire face aux problèmes de santé et atténuer les effets négatifs sur les revenus des ménages et des entreprises. Le déficit du compte courant devrait se réduire à 5,4 % du PIB, grâce à une forte baisse du coût des importations de pétrole. Les réserves de change sont élevées à 7,8 milliards de USD (4,8 mois de couverture des importations) à la fin novembre 2020, contre 8,96 milliards de USD (5,6 mois de couverture des importations) à la fin novembre 2019. La monnaie locale s'est dépréciée de 8,9 %, soit 110 KSh pour 1 dollar américain à la fin novembre 2020, contre 101 KSh un an plus tôt. Le secteur financier a été touché par un effet d'entraînement provenant des principaux secteurs; le marché des capitaux a été le plus sévèrement touché. L'indice des actions NSE a chuté de 20 % entre le 30 septembre 2019 et septembre 2020 et la capitalisation boursière a baissé de 2 % sur la même période. La pandémie a causé de graves dommages sociaux : près de 2 millions de personnes ont basculé dans la pauvreté et près de 900 000 personnes ont perdu leur emploi.

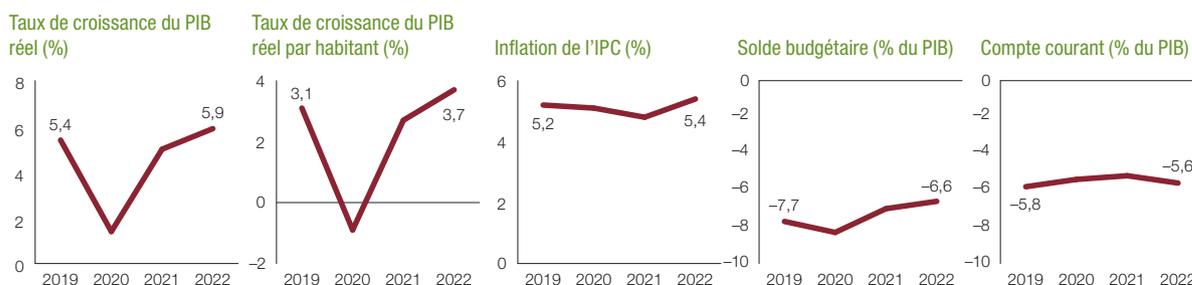
Perspectives et risques

Les perspectives de croissance sont positives. L'économie devrait croître de 5,0 % en 2021 et de 5,9 % en 2022. Cette

reprise s'appuierait sur le retour de l'activité économique à la normale grâce à une réouverture totale de l'économie, la mise en œuvre de la Stratégie de relance économique, et des résultats de l'amélioration attendue des liquidités extérieures et des mesures visant à répondre à ses besoins de financement extérieur. Les initiatives extérieures pourraient inclure le refinancement de la dette, la restructuration et l'allègement du service de la dette, ainsi que des prêts supplémentaires à des taux préférentiels. L'inflation devrait rester dans la fourchette cible de 2,5 à 7,5 % fixée par la Banque centrale du Kenya et le déficit budgétaire et celui du compte courant devraient se réduire grâce à l'amélioration du recouvrement des recettes et des exportations. Ces perspectives pourraient être compromises par des retards dans la reprise complète de l'économie, due à un manque de financement extérieur pour l'exécution du budget, par un ralentissement de la croissance mondiale et par des troubles sociaux à l'approche des élections de 2022.

Questions et options de financement

La dette publique a augmenté en 2020 au taux de 72 % du PIB contre 61 % en 2019, principalement en raison des investissements publics dans les infrastructures, des problèmes liés à la gestion de la dette et de la crise de la COVID-19. Selon le Fonds monétaire international, le Kenya se trouve actuellement dans une situation de « risque élevé de surendettement ». Pour faire face aux éventuels risques de vulnérabilité budgétaire et d'endettement, la mise en œuvre de réformes favorables à la croissance, une aide financière extérieure, des crédits à taux préférentiels, et le refinancement et la restructuration de la dette sont nécessaires. Les réformes favorables à la croissance pourraient inclure des mesures en matière de recettes pour améliorer le respect des obligations fiscales, élargir l'assiette fiscale en révisant la liste des produits exonérés et détaxés, formaliser le secteur informel, veiller à ce que les dépenses publiques atteignent les objectifs fixés et approfondir le marché financier intérieur pour soutenir la croissance du crédit dans le secteur privé et public.



Source : Les données datent de décembre 2020 et proviennent des autorités nationales; données pour 2020 sont des estimations et données pour 2021 et 2022 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs.